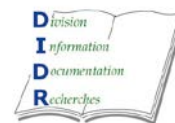


22 mai 2019



## Les mouvements en lien avec les communautés kazakhes de Chine

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Les Kazakhs de Chine victimes de la politique de répression anti-islamique de Pékin au Xinjiang.....	3
1.1 Une diaspora ancienne et importante, particulièrement en Chine.....	3
1.2 Une minorité au cœur d'enjeux internes et géopolitiques.....	6
2. Le mouvement « Atajurt » : le plus visible des mouvements en lien avec les Kazakhs de Chine.....	7
2.1 La politique chinoise de « lutte contre l'extrémisme religieux » .....	8
2.2 Ata-Zhurt, porte-voix des Kazakhs de Chine à l'intérieur et à l'extérieur.....	9
2.3 Une voix gênante pour les autorités chinoises et kazakhstanaises .....	10

### Résumé :

Les Kazakhs de Chine constituent une minorité importante de la province du Xinjiang. Leur établissement et leur transhumance dans cette région sont ancrés dans l'histoire mouvementée de la région et leur identité nomade. Ils font partie de la grande famille de ceux que l'on appelle communément les « oralmans » (ou revenants), c'est-à-dire les Kazakhs originaires de pays ou territoires autres que celui de la république éponyme. Dans le contexte de la « lutte contre l'extrémisme religieux » et des mesures de plus en plus répressives touchant toutes les communautés musulmanes de Chine, beaucoup de Kazakhs ont été directement ou indirectement impactés. Dans ce contexte troublé, des mouvements ont émergé pour dénoncer les persécutions des Kazakhs en Chine et la docilité coupable des autorités kazakhes à l'égard de Pékin. Le plus emblématique de ces mouvements est « Atajurt ».

### Abstract:

The Kazakhs of China constitute a significant minority in Xinjiang province. Their settlement and transhumance in this region are rooted in the area's eventful history and nomadic identity. They are part of a larger family of who are commonly referred as "oralmans" (or returnees), i.e. Kazakhs from countries or territories other than that of the republic of the same name. In the context of the "fight against religious extremism" and increasingly repressive measures affecting all Muslim communities in China, many Kazakhs have been directly or indirectly affected. In this troubled context, movements have emerged to denounce the persecution of Kazakhs in China and the guilty docility of the Kazakh authorities towards Beijing. The most emblematic of these movements is "Atajurt".

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Les Kazakhs de Chine victimes de la politique de répression anti-islamique de Pékin au Xinjiang

### 1.1 Une diaspora ancienne et importante, particulièrement en Chine

Historiquement nomades, les Kazakhs ont transhumé à travers une bonne partie de l'Eurasie à la fois pour leurs troupeaux mais également à cause des jeux d'alliance, de puissance et des guerres. Celles menées contre les Djoungares tout au long du 18<sup>e</sup> siècle ont eu un premier impact. Souvent perçue comme étant à la marge du monde depuis la découverte des Amériques, l'Asie centrale a pourtant connu des bouleversements majeurs aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Tout d'abord, l'irruption de la Russie impériale va provoquer de nombreuses insurrections et guerres, qui a culminé avec la grande révolte des peuples d'Asie centrale (et particulièrement des nomades kirghizes et kazakhs) de 1916, engendrant nombre de déplacements de populations. Les rivalités sino-russes vont bouleverser les routes de transhumance traditionnelles et séculaires des Kazakhs faisant apparaître le concept de frontière au cœur d'une aire nomade. L'établissement du pouvoir soviétique, la guerre civile et surtout le génocide des Kazakhs sous la collectivisation et la sédentarisation<sup>1</sup> vont achever de donner au peuplement kazakh ses caractéristiques contemporaines.

Selon les sources consultées<sup>2</sup>, entre 4,5 et 5 millions de Kazakhs ethniques vivaient hors du territoire du Kazakhstan, répartis dans une quarantaine de pays, principalement en Ouzbékistan (1,5 millions), en Chine (1,5 millions), en Russie (1 million), au Turkménistan (100 000), en Mongolie (80 000) et au Kirghizstan (près de 50 000)<sup>3</sup>. La chercheuse Gulnara Mendikulova qualifie d'« irredenta » ces Kazakhs qui vivent hors des frontières mais dans des espaces limitrophes du Kazakhstan<sup>4</sup>.

Rapidement après l'indépendance du pays proclamée le 16 décembre 1991, le pouvoir kazakh a initié une politique migratoire de rapatriement des Kazakhs de l'extérieur (appelés « Oralman »<sup>5</sup> afin de contribuer à peupler un territoire immense et vide mais surtout afin d'essayer de rééquilibrer la « balance ethnique » au profit des Kazakhs<sup>6</sup>. La loi sur l'immigration adoptée en juin 1992 stipulait dès son article 1 que les Kazakhs ont le droit de revenir sur le territoire de leur « patrie historique »<sup>7</sup>.

La loi sur les migrations de 1997 stipulait qu'est oralman, « une personne d'ethnie kazakhe expulsé de sa patrie historique et privée de citoyenneté du fait de répressions politiques de masse, de réquisitions illégales, de collectivisation forcée et d'autres actes inhumains, et qui a volontairement décidé de gagner le Kazakhstan et d'en faire son pays de résidence

---

<sup>1</sup> Selon l'historienne Isabelle Ohayon, entre 1 420 000 et 2 020 000 Kazakhs auraient péri lors de la collectivisation-sédentarisation dans les années 1930, soit environ la moitié de la population kazakhe de l'époque. Cf. : OHAYON Isabelle, La famine kazakhe : à l'origine de la sédentarisation. Violence de masse et résistance, 16/07/2012.

<sup>2</sup> RAKISHEVA Botagoz, Certain Aspects of Ethnicity of the Kazakhs of China, *Central Asia and the Caucasus*, Volume 16, Issue 2, 2015, p. 116 ; MENDIKULOVA Gulnara, La diaspora kazakhe et la politique de rapatriement de la République du Kazakhstan », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26 - n°3, 2010, p. 153.

<sup>3</sup> UNDP., *Status of Oralman in Kazakhstan*, Almaty, 2006, p. 8.

<sup>4</sup> KUSCU Isik, Changing perception of homeland for the Kazakh diaspora, *Nationalities Papers*, 44 (3), 2016, p. 4.

<sup>5</sup> Signifie littéralement en langue kazakhe « revenant ».

<sup>6</sup> Les Kazakhs ne sont redevenus majoritaires au Kazakhstan qu'en 1999. Cf. PEYROUSE Sébastien, Vers une sortie de l'influence russe et du passé soviétique : analyses des éléments de continuité en Asie centrale, *Outre-Terre*, 2006/3 (no 16), p. 227-243.

<sup>7</sup> UNDP., *Status of Oralman in Kazakhstan*, Almaty, 2006, p. 9.

principale pour elle et sa descendance »<sup>8</sup>. L'amendement à cette loi du 27 mars 2002 a redéfini le terme d'oralman comme désignant « un étranger ou un apatride d'ethnie kazakhe résidant de manière permanente hors de la république du Kazakhstan lors de l'indépendance et qui est arrivé par la suite au Kazakhstan pour y résider de manière permanente »<sup>9</sup>.

Le nombre exact d'oralman n'est pas évident à évaluer avec précision, est sujet à polémique<sup>10</sup> et politiquement sensible au Kazakhstan, comme le démontrent les chiffres suivants : certaines sources estiment qu'entre 1993 et 2005, 300 000 personnes sont venues au Kazakhstan depuis quelques pays voisins<sup>11</sup>, alors que d'autres évoquent 464 000 entre 1991 et 2005<sup>12</sup>, encore 651 299 entre 1991 et 2007<sup>13</sup> voire même 860 000<sup>14</sup> selon un autre article datant de 2013. Une agence étatique spéciale a été créée pour réguler cette immigration ethnique et une politique de quotas a été mise en place. Des mesures d'aide au logement et d'aide à l'emploi ont été corrélées au programme de retour des oralmans afin de les inciter à s'installer au Kazakhstan<sup>15</sup> : «L'aide est composée d'une somme forfaitaire d'environ 600 € par adulte, plus 300 € pour le transport, un accès prioritaire au logement et éventuellement de la terre en zone rurale ainsi que les prestations sociales que reçoivent les autres Kazakhstanais. Les seules contreparties sont le renoncement à la citoyenneté d'origine et la demande de naturalisation »<sup>16</sup>.

Cependant, « la réalisation de ce plan s'est révélée plus complexe tant les autorités semblent détachées des problèmes d'intégration et de pauvreté auxquels font face les Oralmans »<sup>17</sup>. En effet, l'étude du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) plusieurs fois citée dans cet article souligne que les Oralmans sont victimes d'une précarité particulièrement importante<sup>18</sup> et ont difficultés à disposer des mêmes droits sociaux que les Kazakhstanais<sup>19</sup> qui sont toujours restés dans le pays. En 2012, les autorités kazakhes ont décidé de suspendre le programme dédié aux oralmans suite aux événements de Janaozen (voir ci-après).

En 2014, dans le contexte de l'annexion de la Crimée par la Russie, le programme a été relancé avec pour condition de s'installer dans une des sept régions sélectionnées par le gouvernement (Akmola, Kazakhstan oriental, Kostanay, Kazakhstan du Nord, Pavlodar, Kazakhstan occidental, Atyrau)<sup>20</sup> et leurs conditions d'accès à la nationalité ont été assouplies. Six de ces régions sont frontalières de la Russie et abritent une importante minorité russe.

---

<sup>8</sup> OKA Natsuko, A Note on Ethnic Return Migration. Policy in Kazakhstan: Changing Priorities and a Growing Dilemma, *IDE Discussion Paper*, volume 394, 2013, p. 4.

<sup>9</sup> *Ibidem*.

<sup>10</sup> SEYS François Olivier., Les dynamiques démographiques au Kazakhstan, un modèle spécifique depuis l'indépendance, *Espace populations sociétés*, 2009/2, 243-261.

<sup>11</sup> CERNY Astrid, Going where the grass is greener: China Kazaks and the Oralman immigration policy in Kazakhstan, *Pastoralism*, vol. 1, n° 2, 2010, p. 223.

<sup>12</sup> UNDP, 2006, art. cit., p. 13.

<sup>13</sup> CERNY Astrid, 2010, art. cit., p. 223.

<sup>14</sup> OKA Natsuko, 2013, art. cit., p. 1.

<sup>15</sup> CERNY Astrid, 2010, art. cit., p. 223.

<sup>16</sup> SEYS François Olivier, 2009, art. cit., 251.

<sup>17</sup> Regards sur l'Est, La situation des Kazakhs au Xinjiang, zone d'ombre des relations sino-kazakhstanaises?, 21/01/2019.

<sup>18</sup> Les Kazakhs de Chine, pour beaucoup, ne parlent pas russe et utilisent l'alphabet arabe et non le cyrillique pour le kazakh, ce qui rend leur arrivée et leur intégration difficiles.

<sup>19</sup> Kazakhstanais désigne l'ensemble des citoyens du Kazakhstan quelle que soit leur ethnie. Le terme « Kazakh » lui ne s'applique qu'aux Kazakhs ethniques qui représentent environ 60 % des Kazakhstanais, les autres Kazakhstanais sont Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Allemands, Tchétchènes, Coréens, Ouïgours etc.

<sup>20</sup> Eurasianet, Kazakhstan: Astana Entices Kazakhs From Abroad Amid Ukraine Crisis, 14/07/2014.

Avec 1533 km de frontière commune avec le Kazakhstan et 1 557 457 Kazakhs ethniques y résidant, la région autonome du Xinjiang occupe à l'évidence une place particulière dans l'imaginaire national et la politique migratoire du Kazakhstan. L'ONG Human Right Watch, estime à 136 000 le nombre de Kazakhs ethniques ayant émigrés de Chine vers le Kazakhstan durant les trois dernières décennies<sup>21</sup>.

Le nombre d'oralmans de Chine est resté relativement limité durant la décennie des années 1990 et jusqu'à la moitié des années 2000 : en 2002, ils auraient été au nombre de 4 293, chiffre qui a bondi à 37 786 en 2006<sup>22</sup>. Environ 4 % des Oralman viendraient de Chine<sup>23</sup>. Cette tendance haussière du nombre d'émigrants Kazakhs de Chine vers le Kazakhstan s'est semble-t-il poursuivie entre 2005 et 2008, avant de diminuer à nouveau par la suite.

Cela peut s'expliquer également par la période de croissance économique connue par le Kazakhstan entre 2004 et 2010 qui a pu ajouter à la motivation « patriotique » ou « identitaire » de la migration, les perspectives économiques<sup>24</sup>. Les environ 1,5 million de Kazakhs ethniques vivant au Xinjiang ont généralement été très peu impactés par les contraintes imposées aux ouïghours par le pouvoir chinois, et parfois même par les autorités du Kazakhstan<sup>25</sup>.

Au contraire, la moitié des Kazakhs de Chine ayant au moins un proche ou un parent au Kazakhstan<sup>26</sup>, les Kazakhs vivant de part et d'autres de la frontière sino-kazakhe ont maintenu ces liens<sup>27</sup>, à travers notamment des déplacements réguliers. Cette relative fluidité des déplacements des Kazakhs de Chine a disparu lorsqu'un responsable chinois, connu pour les mesures de contrôle drastiques qu'il a mises en œuvre au Tibet, a pris la tête du Parti communiste local en 2016<sup>28</sup>. Les mesures restrictives prises contre les ouïghours, en particulier concernant la pratique de la foi islamique, ont progressivement commencé à toucher l'ensemble des minorités musulmanes de Chine.

Alors qu'historiquement, un peu similairement au modèle soviétique de promotion des minorités, la Chine avait plutôt permis aux Kazakhs de préserver leur langue, leurs coutumes et traditions<sup>29</sup>, il semble que désormais, au moins du point de vue confessionnel et linguistique, cette époque soit révolue.

De surcroît, plusieurs sources mentionnent le fait que, pour les Kazakhs de Chine, l'Islam joue un « rôle identitaire majeur »<sup>30</sup>, et qu'ils sont généralement bien plus pratiquants que leurs « compatriotes » du Kazakhstan.

---

<sup>21</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, 'Eradicating Ideological Viruses': China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims, Septembre 2018, p. 25.

<sup>22</sup> CERNY Astrid, art. cit., p. 223.

<sup>23</sup> Regards sur l'Est, 21/01/2019, art. cit.

<sup>24</sup> DALELKHAN Aibolat, MAZHIDENOVA Dariko, AZMUKHANOVA Aiman, TULESHOVA Lyazzat, ALIYEVA Saule, 09/03/2018, art. cit. ; SHANATIBIEKE, Mayinu, China Kazakhs' emigration to Kazakhstan from a modernity perspective, *Crossroads Asia Working Paper Series*, No. 33, 2016, p. 10.

<sup>25</sup> La Chine a obtenu du Kazakhstan qu'il interdise en 1995 trois organisations indépendantistes ouïghoures implantées sur son territoire. Cf : Castets Rémi, « La question ouïghoure et sa dimension centre-asiatique », *Revue internationale et stratégique*, 2006/4 (N°64), p. 89-100.

<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2006-4-page-89.htm>

<sup>26</sup> SHANATIBIEKE, 2016, art. cit., p. 10.

<sup>27</sup> RAKISHEVA Botagoz, 2015, art. cit., p. 130.

<sup>28</sup> France Soir, Les familles kazakhes déchirées par la répression au Xinjiang, 03/10/2018

<sup>29</sup> RAKISHEVA Botagoz, *Ibidem*.

<sup>30</sup> MENDIKULOVA Gulnara, 2006, art. cit. p. 23.

D'après Human Rights Watch, beaucoup des personnes ayant été ou toujours détenues à ce jour avaient engagé un processus afin d'obtenir la nationalité kazakhe, et ont été contraints de signer des documents pour l'obtention de la nationalité chinoise et le renoncement à celle du Kazakhstan<sup>31</sup>. En janvier 2019, le Ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan Beibut Atamkulov a annoncé que la Chine a autorisé plus de 2 000 Kazakhs ethniques à renoncer à la nationalité chinoise et à quitter le pays, sans qu'il n'ait été possible de savoir s'il s'agissait d'anciens détenus des camps de « rééducation » ou de bénéficiaires du programme destiné aux oralmans<sup>32</sup>. La question de la double nationalité est en effet sensible pour les deux pays qui l'interdisent.

## 1.2 Une minorité au cœur d'enjeux internes et géopolitiques

Sur le plan intérieur, la décision prise en 2012 de suspendre la politique des quotas pour les oralmans a été liée aux événements de Janaozen survenus le 16 décembre 2011<sup>33</sup>. En effet, si le rôle, la place et le nombre des oralmans parmi les émeutiers ne sont pas clairement établis, Timur Kulibaev, homme d'affaire influent auprès de KazMunaiGas qui possède deux des trois compagnies touchées, a publiquement déclaré que les violences avaient été planifiées par des oralmans venus d'Ouzbékistan et du Turkménistan<sup>34</sup>. Néanmoins, il est vrai qu'un habitant de l'oblast de Mangistau sur cinq est un olarman<sup>35</sup>. Trois mois après ces événements le programme de quotas pour les allocations a été totalement suspendu, ce qui montre l'échec des autorités à créer un environnement accueillant et attractif pour ces nouveaux venus, incités à rentrer dans leur « mère patrie ». Il est vrai que le contraste entre le volontarisme discursif du pouvoir sur le retour des oralmans et la situation concrète de nombre d'entre eux, entre les espoirs suscités et la réalité vécue, un certain hiatus existe et « continue de générer des personnes déçues, dont la loyauté est mise à l'épreuve, et parfois même critiques à l'égard du gouvernement »<sup>36</sup>. La venue, la prise en charge, l'accompagnement et la répartition territoriale des oralmans constitue donc un enjeu intérieur très important avec de potentielles implications sécuritaires.

Du point de vue géopolitique et diplomatique, la question des oralmans de Chine est devenue un point de friction important entre les chancelleries kazakhes et chinoises, et ce de manière encore plus prononcée depuis le lancement et le renforcement de la politique de « rééducation » des populations musulmanes de Chine par le pouvoir central (Voir ci-après). Environ 1,5 million de musulmans ont été ou sont encore dans ces camps au Xinjiang<sup>37</sup>.

Il est possible de distinguer trois différentes catégories de Kazakhs ethniques qui sont récemment arrivés au Kazakhstan en provenance de Chine<sup>38</sup> :

- Les citoyens chinois qui ont pu s'échapper desdits camps ou ont pu sortir du pays avant d'y être internés

---

<sup>31</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, art. cit., p. 43-44.

<sup>32</sup> Eurasianet, Kazakhstan offers more clues on plight of Kazakhs in China, 05/03/2019.

<sup>33</sup> Pour plus d'informations sur cet événement, consulter: Novastan, Kazakhstan: pourquoi le massacre de Janaozen ne passe pas, 15/11/2018.

<sup>34</sup> OKA Natsuko, 2013, art. cit., p. 8-9.

<sup>35</sup> OKA Natsuko, *Ibidem*.

<sup>36</sup> *Ibidem*.

<sup>37</sup> Eurasianet, Казахстан пытается выпутаться из ситуации с Синьцзяном, но увязает еще сильнее (« Le Kazakhstan essaie de se sortir de la situation avec le Xinjiang, mais cela devient de plus en plus compliqué »), 09/04/2019.

<sup>38</sup> Bitter Winter, Le lot des musulmans kazakhs en Chine : emprisonnés, torturés et muselés, 16/05/2019.

- Les citoyens du Kazakhstan qui ont rendu visite à des proches en Chine et ont été arrêtés durant leur « séjour touristique »
- Les Kazakhs qui ont deux passeports, et contreviennent aux dispositions légales en vigueur dans les deux pays, qui interdisent la double nationalité.

Nombre de ces derniers (plusieurs milliers<sup>39</sup>) ont remis leur passeport chinois aux autorités de ce pays, pariant sur le fait qu'en tant que citoyens du Kazakhstan, ils ne seraient plus visés par la répression : la plupart d'entre eux ont été emprisonnés.

Sur cette question, le gouvernement kazakh semble naviguer à vue, pris en tenaille entre sa dépendance à l'égard de Pékin et l'indignation d'une partie croissante de sa population. Le soutien à la Chine en public a encore été confirmé récemment<sup>40</sup>. Il semble que le gouvernement kazakh gère ce dossier comme s'il s'agissait de simples mésententes bureaucratiques avec le pouvoir chinois, en mettant l'accent sur la problématique des passeports, de la double nationalité (qui existent néanmoins<sup>41</sup>) tout en restant extrêmement mesuré sur les dimensions ethniques et religieuses en jeu<sup>42</sup>. Les Chinois d'origine kazakhe qui n'ont pas de passeport kazakh et qui arrivent au Kazakhstan en tant que réfugiés continuent de se heurter à des difficultés<sup>43</sup>. C'est ainsi qu'« en tant que pays à majorité kazakhe, le Kazakhstan s'estime porteur d'un 'devoir' de protection de l'ethnie kazakhe où qu'elle se trouve, obligation qu'il assume avec peine du fait de sa situation géopolitique qui l'invite à user de positions ambivalentes afin de protéger ses intérêts nationaux »<sup>44</sup>.

## 2. Le mouvement « Atajurt<sup>45</sup> » : le plus visible des mouvements en lien avec les Kazakhs de Chine

Au Kazakhstan (et au Kirghizstan), il y a un réseau croissant d'activistes et de familles qui sont concentrés sur le sort de proches ou de « co-ethniques » de l'autre côté de la frontière au Xinjiang<sup>46</sup>. Les groupes qui soulèvent les questions Kazakhstan-Chine au Kazakhstan ne sont pas plus d'une douzaine<sup>47</sup>. L'organisation la plus connue et la plus visible est Atajurt (de son nom complet, « Atajurt Eriktileri » qui signifie « les volontaires de la patrie ». La date exacte de la création de cette organisation n'a pu être trouvée dans les sources consultées en anglais et en russe, y compris sur les réseaux sociaux. Néanmoins, plusieurs sources<sup>48</sup> affirment qu'Atajurt a commencé à être actif au printemps 2017. Son siège est à Almaty, au Sud du pays, à proximité du Kirghizstan.

---

<sup>39</sup> *Ibidem*.

<sup>40</sup> Chine Magazine, Centre de détention : le Kazakhstan soutient Beijing, 01/04/2019.

<sup>41</sup> Selon Foreign Policy, Parmi les détenus figurent des citoyens kazakhs naturalisés nés en Chine, Beijing refusant de reconnaître qu'ils avaient renoncé à leur citoyenneté chinoise. Cf. Foreign Policy, Kazakhs Won't Be Silenced on China's Internment Camps, 04/03/2019.

<sup>42</sup> The Guardian, 'My soul, where are you ?' : families of Muslims missing in China meet wall of silence ?, 13/09/2018.

<sup>43</sup> *Ibidem*.

<sup>44</sup> Regards sur l'Est, « La situation des Kazakhs au Xinjiang, zone d'ombre des relations sino-kazakhstanaises? », 21/01/2019.

<sup>45</sup> On trouve aussi l'orthographe Ata Zhurt, en russe Атажұрт.

<sup>46</sup> The Diplomat, Is This the Closing of the Kazakh Window Into Xinjiang?, 11/03/2019.

<sup>47</sup> Eurasianet, Казахстан: арестован борец за права казахов из Синьцзяна (« Kazakhstan. Arrestation d'un militant kazakh des droits humains du Xinjiang »), 11/03/2019.

<sup>48</sup> ОО « Казахстанское Международное бюро по правам человека и соблюдению законности » (« ONG "Bureau international des droits de l'homme et de l'état de droit du Kazakhstan »), « Возбуждено дело в отношении лидера организации, оказывающей помощь казахским переселенцам » (« Une plainte a été déposée contre le dirigeant d'une organisation qui fournit une assistance aux migrants kazakhs », 08/02/2019 ; Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Office Fédéral des Migrations et des Réfugiés), Group 62 – Information Centre for Asylum and Migration Briefing Notes, 18/02/2019 ; Le Congrès Mondial des Ouighours évoque lui le début de l'année 2017 comme commencement des activités d'Atajurt.

Atajurt (qui prend en compte également les demandes de certaines familles kirghizes) est une organisation locale qui a pour objectif d'aider et de défendre les Kazakhs détenus en Chine. Elle reçoit selon ses responsables entre 20 et 30 sollicitations par jour de personnes dont des proches ont été détenues, arrêtées, ou empêchées de quitter la Chine, et traiterait actuellement plus de 1 000 dossiers<sup>49</sup>.

## 2.1 La politique chinoise de « lutte contre l'extrémisme religieux »

Depuis 2014, « la Chine a adopté une série de lois visant à bannir les comportements jugés 'extrémistes' » pouvant conduire, selon elle, à des attaques terroristes, à l'insécurité et à la déstabilisation du pouvoir en place »<sup>50</sup>. Néanmoins, c'est bien à partir de 2017, et en particulier à la suite du Congrès du Parti communiste chinois (PCC) d'octobre 2017, qu'une véritable politique de « sinisation » de l'Islam et de ses adeptes a été promue et mise en application. Selon Sabine Trebinjac, chercheuse en ethnologie et sociologie comparée au CNRS, voici en quoi consiste le projet des autorités chinoises :

« L'Islam en tant que tel est perçu par le gouvernement chinois comme un mouvement radical, raison pour laquelle il veut procéder à sa « déradicalisation »... en le rendant « chinois ». De la même façon que cela a été fait pour l'économie socialiste, avec l'instauration d'un « capitalisme à la chinoise ». Siniser l'Islam, c'est donner naissance à un « islam à la chinoise » : pratiquer la langue chinoise, vivre comme un Chinois – donc notamment manger du porc -, et surtout être loyal envers le Parti communiste au pouvoir (les personnes internées doivent prêter serment de fidélité au PCC). »<sup>51</sup>

Concrètement cela se traduit par une « coercition identitaire » (obligation de manger du porc, connaître la langue chinoise, prohibition du voile et de la barbe, interdiction de posséder le Coran, destruction massive de mosquées<sup>52</sup> etc.) et une « coercition physique » (contrôles, arrestations, isolement, privations de nourriture et/ou de sommeil, violences etc.).

L'Etat chinois mobilise même toutes les ressources technologiques à sa disposition ou fait appel à des entreprises étrangères afin de d'accroître la surveillance sur les populations du Xinjiang, allant jusqu'au prélèvement et séquençage d'ADN et l'usage massif de la vidéosurveillance et de la reconnaissance faciale<sup>53</sup>. Preuve de cette répression sans précédent, d'après l'ONG Chinese Human Rights Defenders, les données du gouvernement démontrent que « les arrestations criminelles au Xinjiang ont représenté 21 % de toutes les arrestations en Chine en 2017, alors que la population du Xinjiang ne représente qu'environ 1,5 % du total de la population en Chine »<sup>54</sup>.

Un rapport de l'ONG Human Rights Watch<sup>55</sup> publié en septembre dénonce une répression au Xinjiang "d'une ampleur et d'une portée qui n'avait pas été vue en Chine depuis la Révolution culturelle de 1966-1967"<sup>56</sup>. Ce qui a changé depuis cette période de vastes répressions maoïstes, selon l'ONG, ce sont les progrès techniques en terme de surveillance

---

<sup>49</sup> The Guardian, 13/09/2018, art. cit.

<sup>50</sup> Regards sur l'Est, 21/01/2019, art. cit.

<sup>51</sup> Sciences et Avenir, « Siniser » l'Islam, le nouveau projet chinois, 21/01/2019.

<sup>52</sup> La Croix, Chine, destruction massive de mosquées dans le Xinjiang, 10/05/2019 ; The Guardian, Revealed: new evidence of China's mission to raze the mosques of Xinjiang, 07/05/2019.

<sup>53</sup> Le Monde, Les autorités chinoises constituent un fichier génétique géant pour contrôler les Ouïgours, 22/02/2019.

<sup>54</sup> Regards sur l'Est, 21/01/2019, art. cit.

<sup>55</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, 'Eradicating Ideological Viruses': China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims, Septembre 2018.

<sup>56</sup> France Soir, « Les familles kazakhes déchirées par la répression au Xinjiang », 03/10/2018



et de collecte de données, qui sont systématiquement appliquées aux minorités musulmanes du pays<sup>57</sup>.

## 2.2 Ata-Zhurt, porte-voix des Kazakhs de Chine à l'intérieur et à l'extérieur

L'activisme d'Atajurt qui a commencé dès 2017, a pris une nouvelle dimension à l'occasion de l'« affaire Saouytbay ». Sayragoul Saouytbay est une femme d'ethnie kazakhe mais de nationalité chinoise qui avait tenté de rejoindre sa famille (son époux et ses enfants, tous détenteurs de passeports kazakhs) rentrée au Kazakhstan en franchissant clandestinement la frontière. Elle a été arrêtée le 22 mai 2018 par les autorités du Kazakhstan et la Chine a par la suite demandé son extradition<sup>58</sup>. Elle l'une des premières personnes à parler publiquement des « camps de rééducation » pour les populations musulmanes de Chine.

Selon son avocat, Abzal Kouspan, « en Chine, elle risquerait la peine de mort ou la détention à vie selon son avocat pour avoir soudoyé des gardes-frontières de la République populaire de Chine, mais également pour avoir dévoilé des secrets d'États en lien avec des camps de détention au Xinjiang »<sup>59</sup>. Human Rights Watch a publié une lettre<sup>60</sup> exhortant les autorités kazakhes à ne pas extraditer Mme Saouytbay. Bien que le Kazakhstan ait renoncé à l'extrader sous la pression des ONG, des réseaux sociaux et de l'opinion publique, sa demande d'asile a néanmoins été refusée<sup>61</sup>, laissant Mme Saouytbay dans une situation administrative précaire. Cette affaire a été très médiatisée non seulement au Kazakhstan mais également dans le monde entier.

Elle a constitué une sorte de « rampe de lancement » pour les activités d'Atajurt et a considérablement contribué à exposer son leader, Serikzhan Bilash.

En effet, selon Global Voice, « si cette affaire a trouvé un assez large écho dans les médias locaux et étrangers, c'est en grande partie grâce au travail d'Atajurt »<sup>62</sup>.

Présent physiquement durant chaque audience du jugement de Mme Saouytbay, il se faisait remarquer par des « discours enflammés »<sup>63</sup> destinés aux oralmans et une présence physique visiblement intimidante, puisqu'il « aurait poursuivi deux diplomates chinois présents en tant qu'observateurs jusqu'à leur voiture »<sup>64</sup>. La libération de S. Saouytbay a donc largement profité à la popularité de S. Bilash (Global Voice parle même d'« icône nationale ») et à la visibilité d'Atajurt. Trilingue, S. Bilash avec d'autres membres d'Atajurt, a contribué à mettre sous le feu des projecteurs internationaux l'ampleur et les conséquences de la répression anti-islamique de Pékin, en enregistrant des vidéos, des interviews (traduites en kazakh, en chinois, en russe et en anglais) avant de les poster sur Youtube : la chaîne d'Atajurt<sup>65</sup> contient plus de 4 000 vidéos totalisant plus de 17,5 millions de vues<sup>66</sup> et près de 100 000 abonnés.

Selon S. Bilash, Atajurt possède de la documentation et des preuves concernant la détention ou l'internement d'environ 10 000 Kazakhs ethniques, et a connu un certain

---

<sup>57</sup> *Ibidem*.

<sup>58</sup> Regards sur l'Est, art. cit., 21/01/2019.

<sup>59</sup> Novastan, Une Kazakhe citoyenne chinoise jugée pour avoir fui la répression au Xinjiang, 18/07/2018.

<sup>60</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, *Kazakhstan Shouldn't Deport Asylum Seeker to China*, 30/07/2018.

<sup>61</sup> The Diplomat, Kazakhstan denies asylum to woman who fled China's camp, 11/10/2018.

<sup>62</sup> Global Voices, Le Kazakhstan éteint le mégaphone du Xinjiang, 19/03/2019.

<sup>63</sup> *Ibidem*.

<sup>64</sup> *Ibidem*.

<sup>65</sup> <https://www.youtube.com/channel/UC5uns79sHr1AZiUw1ikV7PQ/community>

<sup>66</sup> The Globe and Mail, Rights activist who helped reveal China 're-education' system detained, released on house arrest in Kazakhstan, 11/03/2019.

succès dans son entreprise de dénonciation des camps au Xinjiang<sup>67</sup>. Mais au-delà du charisme de son fondateur, c'est la constitution des oralman en force de contestation et leur implication croissante dans les affaires du Kazakhstan qui est révélée par l'émergence d'Atajurt. S. Bilach lui-même est né en Chine, a émigré au Kazakhstan il y a une quinzaine d'années et est désormais détenteur de la nationalité kazakhe<sup>68</sup>.

L'indignation populaire provoquée par le procès Sauytbay et les révélations de plus en plus fréquentes d'Atajurt ont poussé une partie de la classe politique kazakhe à s'emparer de la question, ou du moins à l'évoquer publiquement et ouvertement devant la représentation nationale pour la première fois en mars 2019. En effet, Berik Dyusembinov, un membre du parti Ak Zhol (parti libéral considéré comme faisant partie de l' « opposition » mais votant avec la majorité gouvernementale) a directement interpellé le ministre des affaires étrangères devant la représentation nationale en lui demandant quelles mesures le gouvernement du Kazakhstan prenait pour aider les détenus des camps d'internement du Xinjiang<sup>69</sup>.

Il faut également signaler que S. Bilach semble également être dans le collimateur des sphères dirigeantes au Kazakhstan en raison de sa participation réelle ou supposée à des rassemblements organisés par le Choix Démocratique du Kazakhstan (DVK)<sup>70</sup>, parti politique fondé par l'homme d'affaire Mukhtar Ablyazov<sup>71</sup>, en exil en France. Selon Eurasianet, il a reçu en juin 2018 un « avertissement officiel du procureur lui interdisant de participer à une manifestation organisée par un opposant depuis l'étranger »<sup>72</sup>.

Il aurait déclaré au correspondant d'Eurasianet concernant Mukhtar Ablyazov : « Je ne sais pratiquement rien de cet individu et de son organisation. Ma seule priorité est le Xinjiang »<sup>73</sup>. D'après les informations de Novastan, Serikjan Bilach déclare avoir été forcé d'appeler ses sympathisants à ne pas participer à des événements organisés par le DVK<sup>74</sup>.

### **2.3 Une voix gênante pour les autorités chinoises et kazakhstanaïses**

La détention massive d'un million d'Ouïghours, de Kazakhs, de Kirghizes, de Hui et d'autres minorités ethniques par la Chine est une question sensible au Kazakhstan, riche en pétrole, étant donné ses liens commerciaux et d'investissement croissants avec la Chine voisine. Les médias restreints par l'État dans ce pays d'Asie centrale de 18 millions d'habitants ont largement hésité à rendre compte de la situation dans ces camps. Les autorités kazakhes soutiennent désormais officiellement dans des déclarations publiques la position de la Chine<sup>75</sup>, selon laquelle l'Occident dramatise la nature et la portée des camps de « transformation par l'éducation », et minimisent les arrestations de Kazakhs en affirmant qu'elles sont souvent le résultat de malentendus administratifs au sujet des passeports. Il est « suggéré » aux réfugiés kazakhs en provenance de la Chine de ne pas évoquer publiquement les camps. Par ailleurs, la demande d'enregistrement d'Atajurt, a été rejetée

---

<sup>67</sup> Foreign Policy, Kazakhs Won't Be Silenced on China's Internment Camps, 04/03/2019.

<sup>68</sup> The Telegraph, Leading activist for persecuted Kazakh Muslims arrested, 16/05/2019.

<sup>69</sup> Eurasianet, 05/03/2019, art. cit.

<sup>70</sup> Ce mouvement a été déclaré extrémiste et illégal par la justice kazakhe en 2018.

<sup>71</sup> EU Today, Mukhtar Ablyazov: the net tightens on the fugitive oligarch in Russia, US, and European Parliament, 02/05/2019.

<sup>72</sup> Eurasianet, Kazakh activists keep battling as Xinjiang crackdown evolves, 13/02/2019.

<sup>73</sup> Global Voices, 19/03/2019, art. cit.

<sup>74</sup> Novastan, 17/03/2019, art. cit.

<sup>75</sup> Chine Magazine, Centre de détention : le Kazakhstan soutient Beijing, 01/04/2019.

à maintes reprises en 2018 et celle-ci a été condamnée à payer une amende pour avoir exercé des activités sans enregistrement (666 dollars)<sup>76</sup>.

Le 10 mars 2019, la police a fouillé le bureau d'Ata-Jurt à Almaty et procédait parallèlement à l'arrestation de Serikjan Bilash qui séjournait dans un hôtel à Almaty. Il a été directement envoyé à Astana pour répondre aux charges criminelles d' « extrémisme » et d' « incitation à la haine raciale »<sup>77</sup>.

Cette accusation serait basée sur un discours qu'il aurait prononcé en février 2019, dans lequel S. Bilash a appelé à un "djihad" contre la Chine et sa politique du Xinjiang, mais a ensuite précisé que la campagne serait non-violente<sup>78</sup>. Novastan, reprenant une information du New York Times, révèle que ses collaborateurs affirment qu'en réalité il a appelé à mener un « 'djihad de l'information' afin de dépasser la censure sur le sujet dans les deux pays »<sup>79</sup>. Quelques jours après cette arrestation, « son discours a été diffusé à la télévision d'Etat et la partie où l'activiste expliquait que ses paroles ne devaient pas être considérées comme un appel au sang a été coupée »<sup>80</sup>.

Selon le journal The Astana Times, durant son discours à Almaty du 8 février 2019 et les vidéos qui y ont été enregistrées et abondamment partagées sur les réseaux sociaux, S. Bilash a appelé « au djihad contre les infidèles, les communistes, les païens, les gens sans Dieu »<sup>81</sup> alors qu'une autre vidéo « qui a également fait surface sur Facebook, le montre en train de dire, en kazakh, qu'il massacrerait son frère s'il travaillait pour les Chinois »<sup>82</sup>.

Après l'arrestation de S. Bilash, des centaines de ses partisans ont commencé à filmer des messages vidéo demandant sa libération. S. Bilash a également publié un message audio se plaignant de la demande des autorités d'abandonner son avocat<sup>83</sup>. Les autorités semblent gênées aux entournures face au mouvement Atajurt puisque le jour de l'arrestation de son leader, ce dernier condamnait la saisie d'ordinateurs, de matériaux et la fermeture des locaux, alors que moins d'un mois plus tard, le 2 avril, des membres de l'association ont signalé que la police les avait autorisés à revenir au bureau d'Ata-Jurt :

« Ils nous ont donné la clé », a déclaré Kairat Baitola, volontaire d'Ata-Jurt, « nous sommes prêts à reprendre le travail »<sup>84</sup>

Peu avant son arrestation, S. Bilash avait déjà posté une vidéo dans laquelle il disait se sentir en danger après que quatre étrangers se soient introduits dans les bureaux d'Atajurt<sup>85</sup> et avoir été suivi par des inconnus<sup>86</sup>.

Dès le 13 mars 2019, S. Bilash enregistre un message vidéo/audio envoyé à son épouse dans lequel il décrit ses premiers jours de détention, dont voici quelques extraits :

« Deux des personnes qui m'ont arrêté ne m'ont jamais montré leurs papiers. Ces deux personnes m'ont trompé, intimidé et attiré. J'ai dû enregistrer deux ou trois vidéos. Dans une vidéo, ils m'ont demandé de m'opposer à Ablyazov. [...] Pour la deuxième vidéo, ils m'ont demandé de refuser mon avocate Aiman Umarova. Ils m'ont forcé à dire que je demandais à l'État de me fournir un avocat. J'ai été obligé de dire que je refuse mon

---

<sup>76</sup> The Diplomat, *Kazakh Activist Complains of Pressure by Authorities*, 15/03/2019.

<sup>77</sup> The Telegraph, *Leading activist for persecuted Kazakh Muslims arrested*, 16/05/2019

<sup>78</sup> Global Voices, 19/03/2019, art. cit.

<sup>79</sup> Novastan, *Un défenseur des Kazakhs emprisonnés dans la région ouïghoure arrêté au Kazakhstan*, 17/03/2019.

<sup>80</sup> Eurasianet, *Казakhstan пытается выпутаться из ситуации с Синьцзяном, но увязает еще сильнее (« Le Kazakhstan essaie de se sortir de la situation avec le Xinjiang, mais cela devient de plus en plus compliqué »)*, 09/04/2019.

<sup>81</sup> The Astana Times, *Kazakh activist, accused of calling for 'jihad,' put under house arrest*, 13/03/2019.

<sup>82</sup> *Ibidem*.

<sup>83</sup> Eurasianet, 09/04/2019, art. cit.

<sup>84</sup> *Ibidem*.

<sup>85</sup> The Diplomat, « *Kazakh Activist Complains of Pressure by Authorities* », 15/03/2019.

<sup>86</sup> *Ibidem*.

avocate Aiman Umarova. [...] J'ai été forcé de signer plusieurs documents, et il y avait aussi des documents semblables à des demandes qui semblaient être pour la cour. Il y avait beaucoup d'espaces vides, mais ils m'ont quand même fait signer. [...] Je n'ai jamais plaidé coupable. Je n'ai commis aucun crime. Je n'ai jamais appelé personne à participer au jihad. Je viens de recueillir des informations par le biais de reportages dans les médias et d'informations fournies par des personnes dont des proches sont persécutés en Chine. J'ai soumis aux organes internationaux des droits de l'homme compétents des informations détaillées sur les détenus du Xinjiang, y compris le lieu de détention des personnes persécutées et la date de leur arrestation »<sup>87</sup>.

Il est difficile d'envisager cette arrestation sans la toile de fonds des relations sino-kazakhes. En effet, le Kazakhstan est un pays clé de la grande stratégie chinoise de « Nouvelles routes de la soie », initiative que le président chinois Xi Jinping avait d'ailleurs annoncé depuis Astana en 2013. Le poids économique de la Chine (deuxième partenaire économique du Kazakhstan après la Russie<sup>88</sup> mais en passe de rapidement gagner la première place), et son influence géostratégique « rend l'opposition nationale kazakhe aux politiques chinoises au Xinjiang exceptionnellement difficile à gérer pour les dirigeants kazakhs »<sup>89</sup>.

S. Bilash avait d'ailleurs directement pointé du doigt cet état de fait : « Ils sont silencieux parce qu'ils ont besoin de l'argent chinois. Ils ont vendu leur religion. Ils ne veulent pas le paradis. Ils veulent du renminbi »<sup>90</sup>. Un autre opposant, Amirzhan Kosanov, explique que cette question des Kazakhs de souche en Chine et le problème des « camps de rééducation » chinois est très sensible pour l'opinion publique au Kazakhstan, et donc pour le pouvoir politique, car « les gens ne croient pas aux informations officielles de Pékin et Astana [...] ont un lien vivant avec leurs compatriotes en Chine et souvent leurs données ne coïncident pas avec les données officielles »<sup>91</sup>.

Il faut également signaler que Atajurt n'est pas aussi unie qu'elle n'en a l'air derrière son leader charismatique S. Bilash. Le média Global Voices évoque un autre opposant, Kydiarali Oraz, qui se considère comme le fondateur d'Atajurt, et qui serait intervenu en faveur des droits des Kazakhs au siège de l'ONU en novembre 2018<sup>92</sup>. Peu après, les deux hommes auraient eu des contentieux portant sur une divergence de vue concernant leur lutte mais également l'argent. K. Oraz a ensuite fondé une autre association<sup>93</sup> très rapidement enregistrée et reconnue par les autorités ce qui a encore renforcé l'animosité entre les deux hommes. Si K. Oraz a publié un message de soutien après l'arrestation de S. Bilash, Eurasianet rapporte qu'il aurait dit à propos de ce dernier : « Si quelqu'un n'est pas d'accord avec lui [Bilash], il se fait coller une étiquette d'espion chinois »<sup>94</sup>.

---

<sup>87</sup> Bitter Winter, *Kazakh Activist Forced to Falsely Confess*, 20/03/2019.

<sup>88</sup> The Diplomat, *Kazakhstan's Xinjiang Dilemma*, 01/05/2019.

<sup>89</sup> *Ibidem*.

<sup>90</sup> The Diplomat, 15/03/2019, art. cit.

<sup>91</sup> DW, « Задержание активиста Билаша: влияние КНР в Казахстане? » («Détention du militant Bilash : l'influence de la RPC au Kazakhstan ? »), 16/03/2019

<sup>92</sup> Global Voices, *Le Kazakhstan éteint le mégaphone du Xinjiang*, 19/03/2019

<sup>93</sup> Aucune information n'a pu être trouvée sur cette organisation.

<sup>94</sup> Global Voices, 19/03/2019, art. cit.

## Bibliographie

Sites web consultés entre le 15 et le 22 mai 2019.

### Institutions Internationales

UNDP (PNUD), « Status of Oralmans in Kazakhstan », Almaty, 2006,  
<https://www.undp.org/content/dam/kazakhstan/docs/InclusiveDevelopment/Status%20of%20Oralmans%20in%20Kazakhstan.%20Overview.pdf>

### Institutions nationales

Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Office Fédéral des Migrations et des Réfugiés),  
Group 62 – Information Centre for Asylum and Migration Briefing Notes, 18/02/2019,  
[https://www.ecoi.net/en/file/local/2003660/Deutschland\\_Bundesamt\\_f%C3%BCr\\_Migration\\_und\\_Fl%C3%BCchtlinge\\_Briefing\\_Notes\\_18.02.2019\\_\(englisch\).pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2003660/Deutschland_Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BCchtlinge_Briefing_Notes_18.02.2019_(englisch).pdf)

### Centres de recherche et articles scientifiques

Foreign Policy, Kazakhs Won't Be Silenced on China's Internment Camps, 04/03/2019,  
<https://foreignpolicy.com/2019/03/04/961387-concentrationcamps-china-xinjiang-internment-kazakh-muslim/>

Central Asian Bureau for Analytical Reporting, Kazakhstan: How Astana Should Respond to Oppression of Ethnic Kazakhs in China ?, 14/12/2018,  
<https://analytics.cabar.asia/en/kazakhstan-how-astana-should-respond-to-oppression-of-ethnic-kazakhs-in-china/>

DALELKHAN Aibolat, MAZHIDENOVA Dariko, AZMUKHANOVA Aiman, TULESHOVA Lyazzat, ALIYEVA Saule, Return migration issues in Kazakh-Chinese relations: Mobility and immobility in migration of Kazakh diaspora in China, *Opcion*, vol. 34, n°85, 09/03/2018,  
<http://www.redalyc.org/jatsRepo/310/31055914026/html/index.html>

SHANATIBIEKE, Mayinu, China Kazakhs' emigration to Kazakhstan from a modernity perspective, *Crossroads Asia Working Paper Series*, No. 33, 2016,  
[https://www.academia.edu/24623973/China\\_Kazakhs\\_Emigration\\_to\\_Kazakhstan\\_from\\_a\\_Modernity\\_Perspective](https://www.academia.edu/24623973/China_Kazakhs_Emigration_to_Kazakhstan_from_a_Modernity_Perspective)

KUSCU Isik, Changing perception of homeland for the Kazakh diaspora, *Nationalities Papers*, 44 (3), 2016, p. 380-396.

RAKISHEVA Botagoz, Certain Aspects of Ethnicity of the Kazakhs of China, *Central Asia and the Caucasus*, Volume 16, Issue 2, 2015, p. 115-131.

OKA Natsuko, A Note on Ethnic Return Migration. Policy in Kazakhstan : Changing Priorities and a Growing Dilemma, *IDE Discussion Paper*, volume 394, 2013,  
<http://hdl.handle.net/2344/1218>

MENDIKULOVA Gulnara, La diaspora kazakhe et la politique de rapatriement de la République du Kazakhstan, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26 - n°3 | 2010, p. 153-167,  
<https://journals.openedition.org/remi/5230#tocto1n2>

CERNY Astrid, Going where the grass is greener: China Kazaks and the Oralmanimmigration policy in Kazakhstan, *Pastoralism*, vol. 1, n° 2, 2010, p. 2018-247,  
[https://case.edu/affil/tibet/tibetanNomads/documents/Cerny\\_on\\_Kazakhs\\_in\\_China\\_Published.pdf](https://case.edu/affil/tibet/tibetanNomads/documents/Cerny_on_Kazakhs_in_China_Published.pdf)

SEYS François Olivier., Les dynamiques démographiques au Kazakhstan, un modèle spécifique depuis l'indépendance, *Espace populations sociétés*, 2009/2, p. 243-261.  
<https://journals.openedition.org/eps/3690#quotation>

PEYROUSE Sébastien, Vers une sortie de l'influence russe et du passé soviétique : analyses des éléments de continuité en Asie centrale, *Outre-Terre*, 2006/3 (no 16), p. 227-243.  
<https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-227.htm>

## ONG

ОО, Казахстанское Международное бюро по правам человека и соблюдению законности (ONG "Bureau international des droits de l'homme et de l'état de droit du Kazakhstan), Возбуждено дело в отношении лидера организации, оказывающей помощь казахским переселенцам (Une plainte a été déposée contre le dirigeant d'une organisation qui fournit une assistance aux migrants kazakhs), 08/02/2019,  
[https://bureau.kz/novosti/sobstvennaya\\_informaciya/vozbujdeno\\_delo\\_bilash/?fbclid=IwAR1P6eCD4eotVjq8-GWlrXBsVEm849labwKGmm76C3hgP7TDsY5-QJLkX7I](https://bureau.kz/novosti/sobstvennaya_informaciya/vozbujdeno_delo_bilash/?fbclid=IwAR1P6eCD4eotVjq8-GWlrXBsVEm849labwKGmm76C3hgP7TDsY5-QJLkX7I)

Human Rights Watch, *Eradicating 'Ideological Virsuses': China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims*, Septembre 2018,  
[https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/china0918\\_web.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/china0918_web.pdf)

Human Rights Watch, *Kazakhstan Shouldn't Deport Asylum Seeker to China*, 30/07/2018.  
<https://www.hrw.org/news/2018/07/30/kazakhstan-shouldnt-deport-asylum-seeker-china>

## Médias

The Telegraph, Leading activist for persecuted Kazakh Muslims arrested, 16/05/2019,  
<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/03/10/leading-activist-persecuted-kazakh-muslims-arrested-china/>

Bitter Winter, Le lot des musulmans kazakhs en Chine : emprisonnés, torturés et muselés, 16/05/2019,  
<https://fr.bitterwinter.org/lot-des-musulmans-kazakhs-emprisonnes-tortures-et-museles/>

La Croix, Chine, destruction massive de mosquées dans le Xinjiang, 10/05/2019,  
<https://www.la-croix.com/Religion/Islam/Chine-destructions-massives-mosquees-Xinjiang-2019-05-10-1201020947>

The Guardian, Revealed: new evidence of China's mission to raze the mosques of Xinjiang, 07/05/2019,  
<https://www.theguardian.com/world/2019/may/07/revealed-new-evidence-of-chinas-mission-to-raze-the-mosques-of-xinjiang>

EU Today, Mukhtar Ablyazov: the net tightens on the fugitive oligarch in Russia, US, and European Parliament, 02/05/2019,

<https://eutoday.net/news/business-economy/2019/new-entry>

The Diplomat, Kazakhstan's Xinjiang Dilemma, 01/05/2019,

<https://thediplomat.com/2019/04/kazakhstans-xinjiang-dilemma/>

Eurasianet, Казахстан пытается выпутаться из ситуации с Синьцзяном, но увязает еще сильнее (Le Kazakhstan essaie de se sortir de la situation avec le Xinjiang, mais cela devient de plus en plus compliqué), 09/04/2019,

<https://news.rambler.ru/other/42006679-eurasianet-ssha-kazahstan-pytaetsya-vyputatsya-iz-situatsii-s-sintzyanom-no-uvyzaet-esche-silnee/?updated>

Chine Magazine, Centre de détention : le Kazakhstan soutient Beijing, 01/04/2019,

<https://www.chine-magazine.com/centre-de-detention-le-kazakhstan-soutient-beijing/>

Bitter Winter, Kazakh Activist Forced to Falsely Confess, 20/03/2019,

<https://bitterwinter.org/kazakh-activist-forced-to-falsely-confess/>

Global Voices, Le Kazakhstan éteint le mégaphone du Xinjiang, 19/03/2019,

<https://fr.globalvoices.org/2019/03/19/234407/>

Novastan, Un défenseur des Kazakhs emprisonnés dans la région ouïghoure arrêté au Kazakhstan, 17/03/2019,

<https://www.novastan.org/fr/kazakhstan/un-defenseur-des-kazakhs-emprisonnes-dans-la-region-ouighoure-arrete-au-kazakhstan/>

Deutsche Welle, Задержание активиста Билаша: влияние КНР в Казахстане ? (Détenion du militant Bilash : l'influence de la RPC au Kazakhstan ?), 16/03/2019,

<https://www.dw.com/ru/%D0%B7%D0%B0%D0%B4%D0%B5%D1%80%D0%B6%D0%B0%D0%BD%D0%B8%D0%B5-%D0%B0%D0%BA%D1%82%D0%B8%D0%B2%D0%B8%D1%81%D1%82%D0%B0-%D0%B1%D0%B8%D0%BB%D0%B0%D1%88%D0%B0-%D0%B2%D0%BB%D0%B8%D1%8F%D0%BD%D0%B8%D0%B5-%D0%BA%D0%BD%D1%80-%D0%B2-%D0%BA%D0%B0%D0%B7%D0%B0%D1%85%D1%81%D1%82%D0%B0%D0%BD%D0%B5/a-47935414>

The Diplomat, Kazakh Activist Complains of Pressure by Authorities, 15/03/2019,

<https://thediplomat.com/2019/03/kazakh-activist-complains-of-pressure-by-authorities/>

The Astana Times, Kazakh activist, accused of calling for 'jihad,' put under house arrest,

13/03/2019, <https://astanatimes.com/2019/03/kazakh-activist-accused-of-calling-for-jihad-put-under-house-arrest/>

Independent, Kazakhs are the latest victims in Chinese war on Islam, 13/03/2019,

[https://www.independent.co.uk/news/long\\_reads/china-islam-kazakh-reeducaton-camp-communism-a8813866.html](https://www.independent.co.uk/news/long_reads/china-islam-kazakh-reeducaton-camp-communism-a8813866.html)

The Astana Times, Kazakh activist, accused of calling for 'jihad,' put under house arrest,

13/03/2019, <https://astanatimes.com/2019/03/kazakh-activist-accused-of-calling-for-jihad-put-under-house-arrest/>

Tirek.info, Казахстан заткнул синьцзянский мегафон (Le Kazakhstan a fermé le 'mégaphone du Xinjiang'), 12/03/2019,

<http://tirek.info/kazakhstan-zatknul-sintzyanskij-megafon/>

Eurasianet, Казахстан: арестован борец за права казахов из Синьцзяна (Kazakhstan. Arrestation d'un militant kazakh des droits humains du Xinjiang), 11/03/2019, <https://russian.eurasianet.org/%D0%BA%D0%B0%D0%B7%D0%B0%D1%85%D1%81%D1%82%D0%B0%D0%BD-%D0%B0%D1%80%D0%B5%D1%81%D1%82%D0%BE%D0%B2%D0%B0%D0%BD-%D0%B1%D0%BE%D1%80%D0%B5%D1%86-%D0%B7%D0%B0-%D0%BF%D1%80%D0%B0%D0%B2%D0%B0-%D0%BA%D0%B0%D0%B7%D0%B0%D1%85%D0%BE%D0%B2-%D0%B8%D0%B7-%D1%81%D0%B8%D0%BD%D1%8C%D1%86%D0%B7%D1%8F%D0%BD%D0%B0>

The Globe and Mail, Rights activist who helped reveal China 're-education' system detained, released on house arrest in Kazakhstan, 11/03/2019, <https://www.theglobeandmail.com/world/article-rights-advocate-detained-in-kazakhstan-on-suspicion-of-violating/>

China Digital Times, "Window into Xinjiang" Closes with Kazakh Arrest, 11/03/2019, <https://chinadigitaltimes.net/2019/03/window-into-xinjiang-closes-with-kazakh-activists-arrest/>

The Diplomat, Is This the Closing of the Kazakh Window Into Xinjiang ?, 11/03/2019, <https://thediplomat.com/2019/03/is-this-the-closing-of-the-kazakh-window-into-xinjiang/>

Japan Times, Kazakh cops collar activist campaigning for victims of China's Xinjiang crackdown, 11/03/2019, <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/03/11/asia-pacific/social-issues-asia-pacific/kazakh-cops-collar-activist-campaigning-victims-chinas-xinjiang-crackdown/>

AP News, Kazakh activist campaigning against Chinese camps arrested, 10/03/2019, <https://www.apnews.com/6d00ed37fc9a4e29bf93c6ff75ce9aaf>

The Diplomat, The Kazakh Window Into the Xinjiang Crisis, 06/03/2019, <https://thediplomat.com/2019/03/the-kazakh-window-into-the-xinjiang-crisis/>

Eurasianet, Kazakhstan offers more clues on plight of Kazakhs in China, 05/03/2019, <https://eurasianet.org/kazakhstan-offers-more-clues-on-plight-of-kazakhs-in-china>

Le Monde, Les autorités chinoises constituent un fichier génétique géant pour contrôler les Ouïgours, 22/02/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/les-autorites-chinoises-constituent-un-fichier-genetique-geant-pour-controler-les-ouigours\\_5427024\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/les-autorites-chinoises-constituent-un-fichier-genetique-geant-pour-controler-les-ouigours_5427024_3210.html)

Eurasianet, Казахстан: активисты продолжают борьбу против нарастающих в Синьцзяне репрессий (Kazakhstan : les militants continuent de lutter contre la répression croissante dans le Xinjiang), 18/02/2019, <https://russian.eurasianet.org/%D0%BA%D0%B0%D0%B7%D0%B0%D1%85%D1%81%D1%82%D0%B0%D0%BD-%D0%B0%D0%BA%D1%82%D0%B8%D0%B2%D0%B8%D1%81%D1%82%D1%8B-%D0%BF%D1%80%D0%BE%D0%B4%D0%BE%D0%BB%D0%B6%D0%B0%D1%8E%D1%82-%D0%B1%D0%BE%D1%80%D1%8C%D0%B1%D1%83-%D0%BF%D1%80%D0%BE%D1%82%D0%B8%D0%B2-%D0%BD%D0%B0%D1%80%D0%B0%D1%81%D1%82%D0%B0%D1%8E%D1%89%D0%B8%D1%85-%D0%B2-%D1%81%D0%B8%D0%BD%D1%8C%D1%86%D0%B7%D1%8F%D0%BD%D0%B5-%D1%80%D0%B5%D0%BF%D1%80%D0%B5%D1%81%D1%81%D0%B8%D0%B9>



Eurasianet, Kazakh activists keep battling as Xinjiang crackdown evolves, 13/02/2019, <https://eurasianet.org/kazakh-activists-keep-battling-as-xinjiang-crackdown-evolves>

Regards sur l'Est, La situation des Kazakhs au Xinjiang, zone d'ombre des relations sino-kazakhstanaises ?, 21/01/2019, <http://regard-est.com/la-situation-des-kazakhs-au-xinjiang-zone-dombre-des-relations-sino-kazakhstanaises>

Sciences et Avenir, 'Siniser' l'Islam, le nouveau projet chinois, 21/01/2019, [https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/anthropologie/siniser-l-islam-le-nouveau-projet-chinois\\_130912](https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/anthropologie/siniser-l-islam-le-nouveau-projet-chinois_130912)

Le Monde, Camps de détention en Chine : le Kazakhstan, trop dépendant pour froisser Pékin, 28/12/2018, [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/28/camps-de-detention-en-chine-le-kazakhstan-trop-dependant-pour-froisser-pekin\\_5403040\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/28/camps-de-detention-en-chine-le-kazakhstan-trop-dependant-pour-froisser-pekin_5403040_3210.html)

Eurasianet, Kazakhstan, China hold talks on fate of diaspora in Xinjiang, 13/11/2018, <https://eurasianet.org/kazakhstan-china-hold-talks-on-fate-of-diaspora-in-xinjiang>

France Soir, Les familles kazakhes déchirées par la répression au Xinjiang, 03/10/2018, <http://www.francesoir.fr/actualites-monde/les-familles-kazakhes-dechirees-par-la-repression-au-xinjiang>

The Guardian, 'My soul, where are you?' : families of Muslims missing in China meet wall of silence? , 13/09/2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/sep/13/ughur-xinjiang-family-missing-china-kazakhstan>

Novastan, De plus en plus de sinophobie au Kazakhstan, 20/08/2018, <https://www.novastan.org/fr/kazakhstan/de-plus-en-plus-de-sinophobie-au-kazakhstan/>

Novastan, Une Kazakhe citoyenne chinoise jugée pour avoir fui la répression au Xinjiang, 18/07/2018, <https://www.novastan.org/fr/kazakhstan/une-kazakhe-citoyenne-chinoise-jugee-pour-avoir-fui-la-repression-au-xinjiang/>

Open Democracy, What's behind China's anti-Kazakh campaign ?, 23/05/2018, <https://www.opendemocracy.net/en/odr/whats-behind-chinas-anti-kazakh-campaign/>

Eurasianet, Kazakhstan: Astana Entices Kazakhs From Abroad Amid Ukraine Crisis, 14/07/2014, <https://eurasianet.org/kazakhstan-astana-entices-kazakhs-from-abroad-amid-ukraine-crisis>

## **Autres**

Compte Twitter de l'ONG « Атажұрт еріктілері » (« Atajurt Eriktileri ») <https://twitter.com/atajurt?lang=fr>

Site d' « Атажұрт еріктілері » (« Atajurt Eriktileri ») [https://kazakhshumanright.org/?page\\_id=3203&lang=en](https://kazakhshumanright.org/?page_id=3203&lang=en)